

L'Afrique dans le jeu alimentaire mondial : fragile et perdante !

SUR la carte des échanges alimentaires mondiaux, l'Afrique (1) est pour l'essentiel une « terra incognita » à l'écart des grands échanges marchands. Elle n'apparaît guère que comme bénéficiaire de la plus grande partie de l'aide alimentaire mondiale et comme exportatrice de produits tropicaux dont les marchés se sont spectaculairement effondrés ces dernières années (café, cacao) ou se trouvent confrontés à ce qui apparaît être un irrémédiable déclin (épices, arachide, sisal).

Marginale et perdante, l'image de l'Afrique dans le jeu alimentaire mondial n'a cessé de se détériorer. Régulièrement pourtant, sécheresses, famines et projections démographiques nous rappellent les enjeux dont fait l'objet le continent africain.

Ni courtisée, ni présente sur le marché mondial

L'Afrique subsaharienne produit moins de 5 % des disponibilités alimentaires mondiales. Ce calcul grossier permet d'évaluer le poids de l'Afrique, incapable à l'heure actuelle de se nourrir elle-même. Certes, la production alimentaire a augmenté, mais elle n'a pu suivre la croissance démographique et, surtout, la montée en puissance du phénomène urbain. L'essentiel de la production agricole africaine se fait en effet dans le cadre d'une agriculture de subsistance peu insérée dans les réseaux marchands. Le mil, le sorgho et les tubercules des campagnes pénètrent mal les villes livrées peu à peu à la domination des blés et des riz importés.

TABLEAU 1 :

LA SITUATION ALIMENTAIRE ET CÉRÉALIÈRE DE L'AFRIQUE
(1977-1987)

	1977	1980	1984	1987
<i>Indices (1979/1980 = 100)</i>				
Production alimentaire	93	100	103	114
Production alimentaire per capita	102	100	91	93
Production céréalière	91	101	89	108
Production céréalière per capita	99	101	79	88
<i>Surfaces en cultures céréalières (millions d'hectares)</i>				
	65,3	64,9	68,1	70,4
<i>Production (millions de tonnes)</i>				
dont riz	66,1	73,3	63,7	77,5
blé	8	8,7	8,7	10
céréales « secondaires »	7,5	8,9	9,4	12,5
	50,5	55,6	45,4	54,9

TABLEAU 2 :
L'AFRIQUE DANS LA PRODUCTION
ET LES ÉCHANGES MONDIAUX DE CÉRÉALES
(en millions de tonnes)

	Blé		Céréales « secondaires »	
	1988 (est.)	1989 (prév.)	1988 (est.)	1989 (prév.)
<i>Production</i>				
Monde	504	531	730	840
dont Afrique	13,6	13,4	61,8	60,9
Algérie	1,2	1,1	—	—
Égypte	2,8	3	4,8	5,1
Éthiopie	—	—	4	4
Maroc	4	4	3,9	3,3
Nigeria	—	—	8,5	8,7
Afrique du Sud	3,5	3	11,2	9,3
Soudan	—	—	1,5	2,6
Tunisie	0,2	0,4	—	—
Tanzanie	—	—	3,3	3,4
Autres	1,9	2	24,5	24,7
<i>Importations</i>	1988/89	1989/90	1988/89	1989/90
Monde	98,8	95	101,3	93
dont Afrique	17,9	18,6	6,5	6,5
Algérie	3,3	3,4	1,7	1,8
Égypte	7	7	1,5	1,7
Éthiopie	0,7	0,6	—	—
Libye	0,7	0,8	—	—
Maroc	1,4	1,8	—	—
Nigeria	0,2	0,3	—	—
Soudan	0,6	0,7	—	—
Tunisie	1,1	1	—	—
Autres	2,9	3	3,3	3

Source : Conseil international du blé, rapport sur le marché, Londres, 10 juillet 1989.

Enhancement Program, subvention en grains des exportateurs US, qui fut l'un des moteurs de cette guerre, effleure à peine le continent noir et ce, pour des quantités très faibles. Le gros des importations africaines se fait de toute manière, de façon directe ou déguisée, sous forme d'aide alimentaire (P.L. 480 américaine, aide européenne). A l'exportation, en dehors de certains échanges frontaliers, notamment en Afrique de l'Est avec le maïs du Zimbabwe et de la Zambie, l'Afrique a disparu de la carte : fini le temps où Mada-

TABLEAU 3 :

BÉNÉFICIAIRES AFRICAINS DU PROGRAMME AMÉRICAIN
D'AIDE A L'EXPORTATION (EEP) AU 6 JUILLET 1989 (1)

Kenya :	100 000 t de blé	Bénin :	50 000 t de farine
Sénégal :	210 000 t de blé	Cameroun :	55 000 t de farine
Afrique Ouest :	625 000 t de blé	Tanzanie :	20 000 t de farine
Zaïre :	360 000 t de blé	Zaïre :	129 000 t de farine
Burundi :	15 000 t de malt	Cameroun :	20 000 t de malt

(1) Il s'agit de propositions faites par les États-Unis aux pays intéressés de juin 1985 à juillet 1989. Certaines de ces facilités n'ont jamais été utilisées.

gascar exportait du riz et le Nigeria de l'huile de palme. Ces deux pays importent aujourd'hui ce qu'ils exportaient hier.

L'Afrique importe donc peu par manque de moyens et n'exporte guère plus par manque de possibilités. Et il en est malheureusement de même pour les cultures traditionnelles d'exportation.

Exportations en déclin : erreurs stratégiques et concurrence Sud-Sud

La colonisation européenne contribua à créer en Afrique des îlots de culture de plantation destinés à satisfaire les besoins des métropoles : l'arachide au Sénégal, le cacao au Ghana, le coton au Soudan, le cocotier au Congo belge, le café en Côte d'Ivoire tout comme le girofle à Zanzibar furent le résultat de cette économie de traite qui s'appuya essentiellement sur les petits planteurs familiaux, à la différence du Brésil et de la Malaisie quadrillés par des sociétés étrangères ou des capitalistes locaux. Dès la fin des années trente, les États, coloniaux puis indépendants, ont pris peu à peu le contrôle de leurs structures d'exportation au travers de *Marketing Boards* (dès 1944, pour le cacao au Ghana) ou de caisses de stabilisation.

A l'indépendance, à l'exception de la ceinture minière d'Afrique orientale et, bientôt, de quelques États pétroliers comme le Nigeria ou le Gabon, la plupart des pays d'Afrique subsaharienne dépendaient pour l'essentiel de leurs recettes en devises des exportations d'un ou de deux produits agricoles : l'Afrique exportait les

ou, en 1974, le sucre. Nombre de gouvernements crurent alors qu'ils pouvaient durablement jouer la carte de l'agro-exportation. Pratiquement, tous les pays africains voulurent ainsi faire du sucre de canne, du Sénégal au Soudan et de la Côte d'Ivoire au Swaziland. Quelques années plus tard, les résultats ont rarement été à la hauteur des ambitions, avec de superbes échecs comme le « plan sucre » ivoirien. Mais le sucre est loin d'être une exception et pour un succès — comme le développement du thé au Kenya — que d'abandons ou d'échecs, que de politiques à la limite du raisonnable, comme l'accentuation de la monoculture cacaoyère en Côte d'Ivoire aux dépens de l'équilibre général du marché et d'autres pays producteurs africains comme le Ghana.

On ne commença à récolter que dans les années quatre-vingt ce qui avait été semé durant la période précédente. Or, la surproduction et la baisse des cours mondiaux ont coïncidé à ce moment-là avec la montée en puissance d'autres concurrents disposant souvent de secteurs privés dynamiques : Brésil et Malaisie pour le cacao, Amérique du Sud et Indonésie pour le café *Arabica*, Malaisie et Indonésie pour l'huile de palme, États-Unis ou Brésil pour le soja, Caraïbes pour les bananes. La production de ces pays est peu à peu arrivée sur des marchés où prédominaient jusque-là les produits africains. Au même moment, l'évolution technologique limitait ou condamnait même l'avenir de certains produits comme le sisal (Tanzanie, Kenya) ou la vanille (Madagascar, Comores)...

Prix en baisse, parts de marché en diminution ou marchés se rétrécissant eux-mêmes, tel fut le lot des exportations agro-alimentaires africaines de la décennie qui se termine. Et si certains produits comme le thé, le coton et même le sucre présentent une situation plus favorable, le tableau reste sombre pour l'avenir ; les événements de l'été 1989 pour le cacao (sixième excédent mondial consécutif) et le café (effondrement de l'accord international) ne peu-

TABLEAU 4 :

SITUATION ACTUELLE DES EXPORTATIONS DE L'AFRIQUE

Produit	Principaux pays exportateurs	Situation en 1989
Bananes	Côte d'Ivoire	Marché très limité à la France et menacé à l'horizon 1992.
Cacao	Côte d'Ivoire Ghana Cameroun Nigeria	Situation de surproduction mondiale susceptible de durer jusqu'en 1995.
Café	Côte d'Ivoire Cameroun Ouganda Kenya Madagascar	Disparition de l'accord international en juillet 1989 et effondrement des cours. La variété <i>Robusta</i> perd des parts de marché.
Clou de girofle	Tanzanie Madagascar	Effondrement du marché.
Vanille	Madagascar	Concurrence des produits de synthèse.
Arachide	Sénégal	Concurrence du soja, faible avenir

alimentaires qui pourraient se faire sentir. Au fond, cette stratégie était assez cohérente et, jusqu'à ces dernières années, n'a pas posé de problèmes importants. Pourquoi aujourd'hui se trouve-t-elle remise en cause ?

L'Afrique se nourrit à peu près, malgré des séries de sécheresse graves en zone sahélienne. Les conséquences des guerres et des erreurs politiques ne doivent pas ici entrer en compte. Dans bien des cas même, un commerce de proximité entre pays voisins suffit à résoudre les situations de crise si des réseaux marchands structurés ou des financements existent comme en pays haoussa (Niger-Nigeria). On doit néanmoins se poser quelques questions : tout d'abord, celle de l'alimentation des zones urbaines dont les habitudes alimentaires sont en pleine mutation et font appel à des produits importés et préparés. Autre interrogation, celle que sus-

développement industriel susceptible d'assurer le relais de l'économie primaire.

Ni importateur, ni vraiment exportateur

Quelle stratégie africaine donc ? Les tenants de la position libérale et de la notion d'avantages comparatifs estiment que la solution réside dans l'ouverture complète des systèmes africains, notamment vis-à-vis des importations alimentaires. Pourquoi subventionner la production de riz local, alors que les importations reviennent, franco frontière, à moins de la moitié du prix, disait-on vers 1986-1987, dans la vallée du Niger, et ce, quelques mois avant que les prix mondiaux ne triplent ! Pourquoi aussi maintenir des contrôles publics et des monopoles peu efficaces ? Supprimons, supprimons pour retrouver la vérité du marché, comme cela a été le cas avec les *boards* du Nigeria.

La reprise des prix des produits de base en 1987-1989, spectaculaire pour les céréales notamment, mais qui n'a malheureusement pas touché les produits africains, a montré les dangers d'une telle stratégie. Soudain, en quelques semaines, les prix agricoles mondiaux ont triplé : le blé que l'on pouvait importer en juillet 1987 à 60 dollars la tonne avec des conditions financières exceptionnelles, se payait 180 dollars la tonne un an plus tard ! Et il n'était alors plus vraiment question d'aide alimentaire structurelle.

En matière agricole et alimentaire, la stratégie d'ouverture est

a pas d'autre solution. Pour nombre de productions — comme le cacao — l'Afrique détient un solide avantage comparatif géogra-

phique et humain. Mais, au vu de l'instabilité des marchés concernés, il serait utopique de baser sur ces seules productions, non seulement le financement des producteurs, mais encore celui de l'État. D'autant que l'on connaît les limites de l'aide internationale, type Stabex (3), et que l'on sait qu'il n'y a pas grand-chose à attendre des accords internationaux.

Tout ceci, bien sûr, n'est pas très exaltant. Il est clair que les scénarios de spécialisation agricole sont à terme dangereux et néfastes : souvenons-nous seulement du sort du Portugal dans la comparaison fameuse de Ricardo entre le drap anglais et le vin de Porto et méfions-nous des raisonnements trop sophistiqués des économistes.

Dans le jeu alimentaire mondial, l'Afrique n'a pas de place et, nous semble-t-il, ne doit pas chercher à en avoir : ni comme importateur, car elle devrait avoir les moyens de son autosuffisance, ni vraiment exportateur, si ce n'est pour des productions bien spécifiques avec les limites liées à l'instabilité des marchés mondiaux.

Entre le sorgho et le cacao, le choix est clair...

Philippe Chalmin (4)

Conservatoire national des Arts et Métiers

(3) Le Stabex est un mécanisme mis en place par la Communauté économique européenne pour stabiliser les recettes d'exportation des pays associés d'Afrique, des Caraï-

et le fer, mais dans les limites compatibles avec les ressources du mécanisme et les règles du commerce international.

(4) Directeur du rapport annuel